

Au Burundi, il y a plus de morts qu'annoncé, alertent des médecins

RFI, 10-05-2020 Des médecins tirent la sonnette d'alarme : refus de tester des malades présentant des symptômes au coronavirus, cas cachés notamment dans un hôpital ou encore des nombreuses morts suspectes... Ils dénoncent « une politique d'obédience » pour ne pas perturber le processus électoral.

Après avoir été officiellement épargné « par la grâce du Bon Dieu » pendant longtemps par le Covid-19, le Burundi reste l'un des pays les moins touchés par la pandémie si l'on en croit les autorités. Le compteur des cas testés est bloqué depuis une semaine sur 19 cas testés positifs, dont un seul décès. La conséquence, c'est que les bus, les marchés et les marchés sont bondés et que des dizaines de milliers de personnes se pressent chaque jour avec insouciance dans des meetings politiques en vue des élections du 20 mai prochain. Mais des médecins sonnent l'alerte. Des sources médicales assurent qu'au moins six personnes présentant des symptômes liés au Covid-19, toutes en détresse respiratoire, ont perdu la vie cette semaine dans deux hôpitaux de Bujumbura. D'autres dans un état moins grave sont signalés dans plusieurs hôpitaux de la capitale ou sont allés à leurs domicile. Le problème, c'est que le ministre de Santé refuse de tester ces malades « en assurant qu'il agit sans doute d'une simple grippe ou du paludisme », nos sources. « Une transmission cachée » Pire à leurs yeux, l'INSP, la seule structure qui pratique les tests de dépistage du coronavirus au Burundi, a fait les prélèvements nécessaires sur deux de ces cas. Ils sont morts deux jours plus tard, et jusqu'ici, l'INSP n'a jamais transmis les résultats de ces tests. Officiellement, la situation est totalement maîtrisée dans ce pays protégé, selon les autorités, par « le bon Dieu tout-puissant ». Malheureusement, « il y a transmission communautaire cachée et qui n'est pas contrôlée », prévient un de ces médecins. C'est ainsi que Source du Nil de Bujumbura, qui a d'abord abrité des voyageurs en quarantaine, est devenu un centre de confinement pour des cas positifs au Covid-19, asymptomatiques ou pas très gravement malades. 45 personnes dont certains sous traitement, y étaient confinés il y a deux jours, selon nos sources. Elles n'ont pas le droit sortir de leur chambre sauf pour une prise quotidienne de température devant l'hôpital. Mais ils passent dans un escalier d'entrée, qui est désinfecté tous les jours. Enfin, leur nourriture est placée dans des barquettes à usage unique qui sont déposées devant la porte de leurs chambres par un personnel qui porte gants et masques. Aucun responsable du secteur de santé ne peut être joint jusque dans la nuit de samedi. En attendant, la politique de lutte contre le coronavirus inquiète l'OMS. Human Rights Watch dénonce La campagne électorale est très tendue au Burundi, où le gouvernement accuse le principal parti d'opposition, le CNL d'Agathon Rwasa, d'être pratiquement le seul responsable des violences politiques qu'il observe en pleine campagne électorale avant la triple élection prévue dans huit jours. La police a déjà annoncé l'arrestation d'une soixantaine de militants de ce parti et deux candidats de ce parti aux législatives ont été également arrêtés, mais son leader fait de la résistance. L'organisation internationale des droits de l'homme Human Rights Watch est toujours en train d'enquêter sur les incidents les plus récents, mais son directeur pour l'Afrique centrale Lewis Mudge rappelle que les autorités et les Imbonerakure, les jeunes affiliés au parti au pouvoir, sont responsables depuis 2015 de nombreux actes de violences, en toute impunité. Lewis Mudge : « Le fait que le gouvernement annonce que ce n'est que le CNL qui est responsable des récentes violences n'est pas étonnant : cela correspond aux prises de paroles du gouvernement depuis quelques années. Ce n'est jamais la faute du parti au pouvoir, le CNDD-FDD. Toutes les choses mauvaises qui arrivent sur les collines, c'est toujours la faute des opposants. Les violences et la répression sont un signe distinctif de la politique au Burundi depuis 2015. Ces élections vont avoir lieu dans un contexte où les autorités burundaises et les jeunes liés au parti au pouvoir utilisent la violence avec une impunité quasi totale. En même temps, il faut noter que dans une bien moindre mesure, on a également documenté des violences contre des membres et des jeunes du CNDD-FDD. »

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});